

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1967 Nr. 198

A. TITEL

*Overeenkomst inzake de uitwisseling van stagiaires tussen het
Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Denemarken;
Kopenhagen, 20 juni 1967*

B. TEKST

**Accord relatif à l'échange de stagiaires entre le Royaume des
Pays-Bas et le Royaume de Danemark**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement
du Royaume de Danemark;

Désireux de favoriser la formation de stagiaires néerlandais et
danois au point de vue professionnel et linguistique,

Ont arrêté, d'un commun accord, les dispositions suivantes:

Article 1er

- a) Le présent Accord s'applique aux stagiaires, c'est-à-dire aux ressortissants de l'un des deux Etats qui se rendent pour une période délimitée sur le territoire de l'autre Etat afin de perfectionner leurs connaissances professionnelles et linguistiques en occupant un emploi chez un employeur.
- b) Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe et peuvent être employés à des activités manuelles ou intellectuelles. En principe, ils doivent avoir atteint l'âge de 18 ans et ne pas avoir dépassé l'âge de 30 ans.

Article 2

Les stagiaires seront autorisés à occuper un emploi dans les conditions fixées par les articles ci-après, sans que la situation de l'emploi

en général ni celle de la profession dont il s'agit, puissent être prises en considération.

Article 3

- a) Le nombre des autorisations qui seront accordées aux stagiaires de chacun des deux Etats en vertu du présent Accord ne devra pas dépasser 100 par an.
- b) Cette limite sera indépendante du nombre des stagiaires résidant déjà sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat par suite d'une prolongation de leur stage dans les conditions prévues à l'article 4. Elle s'appliquera, quelle que soit la durée pour laquelle les autorisations délivrées au cours d'une année auront été accordées et pendant laquelle elles auront été utilisées.
- c) Si ce contingent n'était pas atteint au cours d'une année par les stagiaires de l'un des deux Etats, celui-ci ne pourra pas réduire le nombre des autorisations réservées aux stagiaires de l'autre Etat, ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé de son contingent. Ce contingent de 100 stagiaires est valable pour l'année du 1er janvier au 31 décembre, s'il n'a pas été modifié en vertu d'un nouvel Accord qui devra intervenir sur la proposition de l'un des deux Etats le 1er octobre au plus tard en vue d'être appliqué l'année suivante.

Article 4

- a) La durée du stage est limitée à une période d'un an. Cette période pourra être prolongée de six mois au maximum.
- b) A l'expiration de leur période de stage, les stagiaires ne doivent pas rester sur le territoire du pays où ce stage a été effectué dans le dessein d'y occuper un emploi.

Article 5

Les autorisations de stage peuvent être accordées sous la réserve que les stagiaires n'exerceront aucune autre activité lucrative ou n'occuperont aucun emploi autre que celui pour lequel l'autorisation a été accordée.

Article 6

C'est une condition pour admettre les stagiaires que les employeurs désireux de les embaucher s'engagent à les occuper aux mêmes conditions de travail et de salaires que celles en vigueur pour les nationaux chargés des mêmes travaux dans les entreprises où ces stagiaires seront occupés.

Article 7

Les deux Etats s'engagent à ne pas délivrer d'autorisation d'emploi en faveur des stagiaires sans s'être assurés que ceux-ci disposeront de ressources suffisantes pendant leur période d'emploi.

Article 8

- a) Les stagiaires jouissent de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays du lieu de travail pour tout ce qui concerne l'application des lois, règlements et usages régissant la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail, sauf si d'après les dispositions législatives dont il s'agit c'est une condition pour obtenir ces droits que le stagiaire soit naturalisé dans le pays en question.
- b) Les stagiaires et leurs employeurs sont tenus de se conformer aux prescriptions en vigueur en matière d'assurance sociale.

Article 9

Les deux Etats s'engagent à exonérer de toutes taxes et de tous droits, à l'exception des frais d'administration purement nominaux, les demandes concernant les stagiaires. Cette exonération s'applique également et sous la même réserve à la délivrance des permis de travail et de séjour accordés aux intéressés.

Article 10

- a) Les stagiaires désireux de bénéficier des dispositions du présent Accord devront en faire la demande en ce qui concerne les ressortissants néerlandais à la Direction générale de l'Emploi du Ministère des Affaires sociales et de la Santé publique à La Haye; en ce qui concerne les ressortissants danois, à la Direction générale du Travail à Copenhague.
- b) Dans leur demande, les stagiaires devront donner toutes les indications nécessaires et faire connaître notamment le nom et l'adresse de l'employeur.
- c) Les stagiaires devront soumettre à l'autorité chargée de recueillir les demandes dans leur pays:
 - 1) un certificat de bonne vie et moeurs;
 - 2) le cas échéant, une déclaration d'engagement de l'employeur;
 - 3) une déclaration de l'intéressé prouvant qu'il s'engage à partir dès la fin de la période de stage.
- d) Il appartiendra à ladite autorité d'examiner s'il y a lieu de transmettre la demande à l'autorité correspondante de l'autre Etat, en tenant compte du contingent annuel prévu.

Article 11

En vue d'atteindre le but fixé par le présent Accord et d'aider, dans la mesure du possible, les candidats stagiaires qui ne seraient pas en mesure de trouver, par leurs propres moyens, d'employeur

disposé à utiliser leurs services en tant que stagiaires, les deux Etats s'engagent à faciliter l'échange des stagiaires, par tous les moyens appropriés, avec le concours des organisations intéressées.

Article 12

Aucune disposition du présent Accord ne peut être interprétée dans un sens susceptible d'affecter l'obligation de toute personne de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans les territoires des deux Etats concernant l'entrée, le séjour et la sortie des ressortissants d'autres pays.

Article 13

- a) Des arrangements entre les autorités compétentes des deux Etats fixeront, le cas échéant, les mesures nécessaires à l'application du présent Accord.
- b) Tout différend venant à s'élever entre les deux Etats concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord sera résolu par voie de négociation directe.
- c) Si ce différend ne peut être résolu dans un délai de trois mois à dater du début de la négociation, il sera soumis à l'arbitrage d'un organisme dont la composition sera déterminée par accord entre les deux Etats; la procédure à suivre sera établie dans les mêmes conditions.
- d) La décision de l'organisme arbitral sera prise conformément aux principes fondamentaux et à l'esprit du présent Accord; elle sera obligatoire et sans appel.

Article 14

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent Accord ne s'appliquera qu'au territoire du Royaume en Europe.

Article 15

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature et restera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1968.

Il sera prorogé ensuite, par tacite reconduction et chaque fois pour une nouvelle année, à moins qu'il ne soit dénoncé par écrit par l'un des deux Etats, avant le 1er juillet pour la fin de l'année.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent Accord resteront valables pour la durée pour laquelle elles auront été accordées.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et l'ont revêtu de leurs sceaux.

FAIT à Copenhague, en double exemplaire en langue française, le 20 juin 1967.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

(s.) K. E. VAN DER MANDELE

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

(s.) HANS SØLVHØJ

C. VERTALING

Overeenkomst inzake de uitwisseling van stagiaires tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Denemarken

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van het Koninkrijk Denemarken;

Verlangende de opleiding van Nederlandse en Deense stagiaires, wat hun vakkennis en hun kennis van de taal betreft, te bevorderen;

Zijn overeengekomen als volgt;

Artikel 1

- a) Deze Overeenkomst is van toepassing op stagiaires, dat wil zeggen op onderdanen van een van beide Staten die zich voor een beperkte tijdsduur naar het grondgebied van de andere Staat begeven ten einde hun vakkennis en hun kennis van de taal te verbeteren door het vervullen van een dienstbetrekking.
- b) Stagiaires kunnen van beiderlei kunne zijn en kunnen zowel als handarbeider als als hoofdarbeider worden tewerkgesteld. Als algemene regel zullen zij de leeftijd van 18 jaar moeten hebben bereikt en niet ouder mogen zijn dan 30 jaar.

Artikel 2

De stagiaires wordt toegestaan onder de in de volgende artikelen vastgestelde voorwaarden een dienstbetrekking te vervullen, onafhankelijk van de stand van de arbeidsmarkt in het algemeen en in het desbetreffende beroep.

Artikel 3

- a) Het aantal vergunningen dat aan stagiaires van elk der beide Staten krachtens deze Overeenkomst zal kunnen worden verleend, mag ten hoogste 100 per kalenderjaar bedragen.
- b) Deze beperking is niet afhankelijk van het aantal stagiaires dat reeds op het grondgebied van een van beide Staten verblijft als gevolg van de verlenging van hun stage onder de in artikel 4 genoemde voorwaarden en houdt evenmin verband met de duur waarvoor de in een bepaald jaar afgegeven vergunningen zijn verleend, noch met de tijd gedurende welke er gebruik van wordt gemaakt.
- c) Indien het toegestane quotum in de loop van een jaar niet werd bereikt door de stagiaires van een Staat, mag deze Staat het aantal vergunningen bestemd voor stagiaires van de andere Staat niet verminderen, noch het niet gebruikte deel van zijn quotum naar het volgende kalenderjaar overbrengen. Dit quotum van 100 stagiaires geldt voor het jaar lopende van 1 januari tot 31 december, tenzij hierin wijziging wordt gebracht krachtens een nieuwe overeenkomst die, op voorstel van een van beide Staten, uiterlijk op 1 oktober moet zijn tot stand gekomen om het volgende jaar in werking te kunnen treden.

Artikel 4

- a) De tijdsduur van de stage wordt beperkt tot één jaar en kan met ten hoogste zes maanden worden verlengd.
- b) Na de beëindiging van hun stage mogen de stagiaires niet op het grondgebied blijven van het land waar zij stage hebben gelopen, met de bedoeling daar een dienstbetrekking te vervullen.

Artikel 5

Aan het verlenen van vergunning tot het lopen van stage kan de voorwaarde worden verbonden dat de stagiaires geen andere betaalde werkzaamheden zullen uitoefenen of geen andere betrekking zullen vervullen dan die waarvoor de vergunning is verleend.

Artikel 6

De stagiaires mogen slechts worden toegelaten indien de werkgevers die hen in dienst willen nemen zich verplichten hen onder dezelfde arbeids- en loonvoorwaarden tewerk te stellen als die welke gelden voor onderdanen die in de ondernemingen waar deze stagiaires worden tewerkgesteld met soortgelijke werkzaamheden zijn belast.

Artikel 7

Beide Staten nemen de verplichting op zich voor stagiaires geen werkvergunning te verstrekken dan nadat zij zich ervan hebben overtuigd dat dezen voor de duur van hun stage over voldoende middelen beschikken om in hun levensonderhoud te voorzien.

Artikel 8

- a) De stagiaires genieten in elk opzicht wat de toepassing van wetten, reglementen en gebruiken ten aanzien van de veiligheid, de gezondheid en de arbeidsvoorwaarden betreft, een zelfde behandeling als de onderdanen van het land waar zij tewerk zijn gesteld tenzij, uit hoofde van de desbetreffende wettelijke bepalingen, aan het verkrijgen van deze rechten de voorwaarde is verbonden dat de stagiaire in het desbetreffende land is genaturaliseerd.
- b) De stagiaires en hun werkgevers zijn verplicht zich te houden aan de van kracht zijnde voorschriften inzake de sociale verzekering.

Artikel 9

Beide Staten nemen de verplichting op zich de aanvragen betreffende stagiaires vrij te stellen van alle belastingen en rechten, met uitzondering van de te verwaarlozen administratiekosten. Deze vrijstelling is eveneens en onder hetzelfde voorbehoud van toepassing op de aan de belanghebbenden te verstrekken werk- en verblijfsvergunningen.

Artikel 10

- a) De stagiaires die gebruik wensen te maken van de bepalingen van deze Overeenkomst dienen, voor zover het Nederlandse onderdanen betreft, een hiertoe strekkend verzoek te richten tot het Directoraat-Generaal voor de Arbeidsvoorziening van het Ministerie van Sociale Zaken en Volksgezondheid te 's-Gravenhage; de Deense onderdanen dienen zich te wenden tot de Algemene Directie voor Arbeidszaken te Kopenhagen.
- b) In hun verzoek dienen de stagiaires alle noodzakelijke inlichtingen te verstrekken en in het bijzonder de naam en het adres van de werkgever te vermelden.
- c) De stagiaires dienen bij de in hun land met de in ontvangsteneming van de aanvragen belaste instantie de volgende stukken over te leggen:
 - 1) een bewijs van goed gedrag;
 - 2) eventueel een werkgeversverklaring;
 - 3) een verklaring van de belanghebbende waaruit blijkt dat hij zich ertoe verplicht te vertrekken na beëindiging van zijn stage.

- d) De bedoelde instantie dient na te gaan, rekening houdend met het overeengekomen jaarlijkse quotum, of de aanvraag kan worden doorgezonden aan de overeenkomstige instantie van de andere Staat.

Artikel 11

Ten einde het met deze Overeenkomst beoogde doel te verwezenlijken en de kandidaat-stagiaires die zelf niet in staat zijn een werkgever te vinden die bereid is van hun diensten als stagiaire gebruik te maken, zoveel mogelijk te helpen, nemen beide Staten de verplichting op zich, in samenwerking met de belanghebbende organisaties, de uitwisseling van stagiaires met alle passende middelen te vergemakkelijken.

Artikel 12

Geen enkele bepaling van deze Overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat een ieders verplichting zich te houden aan de op de grondgebieden van beide Staten van kracht zijnde wetten en reglementen de binnenkomst, het verblijf en het vertrek van onderdanen van andere landen betreffende zou kunnen worden aangetast.

Artikel 13

- a) Door middel van afspraken stellen de bevoegde autoriteiten van beide Staten eventueel de maatregelen vast die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van deze Overeenkomst.
- b) Elk geschil dat tussen de twee Staten mocht rijzen met betrekking tot de uitleg of de toepassing van deze Overeenkomst wordt geregeld door middel van rechtstreekse onderhandelingen.
- c) Indien het geschil niet kan worden geregeld binnen een tijdvak van drie maanden te rekenen van het begin van de onderhandelingen, wordt het ter scheidsrechterlijke beslechting voorgelegd aan een orgaan waarvan de samenstelling wordt geregeld in overleg tussen de twee Staten; de te volgen procedure wordt op dezelfde wijze vastgesteld.
- d) Beslissingen van dit scheidsrechterlijk orgaan worden genomen in overeenstemming met de grondbeginselen en in de geest van deze Overeenkomst; zij zijn bindend en beroep is niet mogelijk.

Artikel 14

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst alleen van toepassing op het grondgebied van het Rijk in Europa.

Artikel 15

Deze Overeenkomst treedt in werking op de dag van ondertekening en blijft van kracht tot 1 januari 1968.

Deze Overeenkomst wordt vervolgens stilzwijgend verlengd, telkens voor een jaar, tenzij zij vóór 1 juli schriftelijk door een van beide Staten wordt opgezegd voor het einde van het jaar.

In geval van opzegging blijven de krachtens deze Overeenkomst verstrekte vergunningen echter geldig voor de tijdsduur waarvoor zij zijn verleend.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, hiertoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend en van hun zegels voorzien.

GEDAAN te Kopenhagen, de 20ste juni 1967, in twee exemplaren, in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden:

(w.g.) K. E. VAN DER MANDELE

Voor de Regering van het Koninkrijk Denemarken:

(w.g.) HANS SØLVHØJ

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zijn ingevolge artikel 15, eerste lid, op 20 juni 1967 in werking getreden. Zij gelden ingevolge hetzelfde lid tot 1 januari 1968, waarna de Overeenkomst stilzwijgend kan worden verlengd telkens voor één jaar.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt de Overeenkomst ingevolge artikel 14 alleen voor Nederland.

J. GEGEVENS

De bij notawisseling van 5 september 1938 te Kopenhagen tussen de Nederlandse en de Deense Regering tot stand gekomen overeenkomst inzake de toelating van stagiaires is met ingang van 20 juni 1967 vervangen door de onderhavige Overeenkomst ingevolge het gestelde in de hieronder afgedrukte nota's, welke op 27 en 30 oktober 1967 te Kopenhagen tussen de Nederlandse en de Deense Regering werden gewisseld:

Nr. I

L'AMBASSADE DU ROYAUME
DES PAYS-BAS

No. 4362

L'Ambassade du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Danemark et, en se référant à l'Accord relatif à l'échange de stagiaires entre les deux Pays, signé à Copenhague le 20 juin 1967 et entré en vigueur à la même date, a l'honneur de porter à Sa connaissance que le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas considère que l'arrangement réglant l'admission des stagiaires, établi à Copenhague le 5 septembre 1938 par un échange de notes entre les Gouvernements néerlandais et danois, a été remplacé par l'Accord du 20 juin 1967, à partir de cette date.

L'Ambassade serait reconnaissante au Ministère de bien vouloir lui communiquer si le Gouvernement du Royaume de Danemark partage ce point de vue.

L'Ambassade du Royaume des Pays-Bas saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères les assurances de sa très haute considération.

Copenhague, le 27 octobre 1967.

*Le Ministère des Affaires Etrangères
Copenhague*

Nr. IIMINISTÈRE DES AFFAIRES
ETRANGÈRES

Réf.: Ø.P.III.96.D 13

Note Verbale

Le Ministère des Affaires Etrangères présente ses compliments à l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas et a l'honneur d'accuser réception de la note de l'Ambassade, en date du 27 octobre 1967, selon laquelle le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas considère que l'arrangement réglant l'admission des stagiaires, établi à Copenhague le 5 septembre 1938 par un échange de notes entre les Gouvernements néerlandais et danois, a été remplacé par l'Accord relatif à l'échange de stagiaires entre le Royaume de Danemark et le Royaume des Pays-Bas, signé à Copenhague le 20 juin 1967, et entré en vigueur à la même date.

Le Ministère confirme par la présente que le Gouvernement danois considère également de son côté que ledit arrangement du 5 septembre 1938, conclu par un échange de notes, a été remplacé par l'Accord susmentionné du 20 juin 1967, à partir de cette date.

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas les assurances de sa haute considération.

Copenhague, le 30 octobre 1967.

*A l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas
Copenhague*

De tekst van de overeenkomst van 5 september 1938 luidde:

Nr. 1

Copenhague, le 5 septembre 1938.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire part à Votre Excellence de l'accord du Gouvernement des Pays-Bas avec celui du Danemark sur le texte ci-après reproduit de l'arrangement réglant l'admission des stagiaires de chacun des deux pays dans l'autre:

Art. 1^{er}. Le présent arrangement s'applique aux „stagiaires”, c'est-à-dire aux ressortissants de chacun des deux pays qui se rendent dans l'autre pour une période délimitée afin de s'y perfectionner dans ses usages commerciaux ou professionnels tout en y occupant un emploi, soit dans un établissement industriel ou commercial, soit dans l'industrie hôtelière, soit dans un métier quelconque.

Les stagiaires sont autorisés à occuper un emploi dans les conditions fixées par les articles ci-après, sans que la situation du marché du travail dans la profession dont il s'agit puisse être prise en considération.

Article 2. Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe. Ils ne doivent pas avoir dépassé l'âge de trente ans.

Article 3. L'autorisation peut être donnée pour une année et exceptionnellement prolongée de six mois.

Le nombre des autorisations qui, en vertu du présent arrangement, seront accordés aux stagiaires de chacun des Etats, ne devra pas dépasser 100 par an.

Article 4. En règle générale, les stagiaires qui rendent des services normaux sont rémunérés d'après les taux courants de la profession et du pays.

Article 5. Les stagiaires qui désirent bénéficier des dispositions du présent arrangement doivent en faire la demande à l'autorité chargée dans leur pays de centraliser les demandes des stagiaires. Ils doivent, en même temps, fournir toutes les indications nécessaires et produire les documents suivants:

- 1°. un certificat officiel de bonnes vie et moeurs;
- 2°. une attestation d'engagement établie par la personne ou l'établissement qui accepte d'utiliser leurs services;
- 3°. une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à quitter le pays dans lequel ils désirent accomplir leur stage, dès la fin de celui-ci.

Article 6. Dès que l'autorité compétente a conclu à l'admission de la demande qui lui a ainsi été transmise, elle en fait part à l'autorité compétente de l'autre pays.

Article 7. Les autorités compétentes feront tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans le plus court délai possible. Elles s'efforceront également d'aplanir avec la plus grande diligence les difficultés qui pourraient surgir à propos de l'entrée ou du séjour des stagiaires.

Article 8. Chacune des deux Parties communiquera à l'autre, dans le mois qui suivra la mise en vigueur du présent arrangement, la ou les autorités qu'elle aura chargées de centraliser les demandes de ses ressortissants et de décider sur les demandes des ressortissants de l'autre Partie.

Article 9. Le présent arrangement restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939; il sera ensuite prorogé tacitement pour une année et ainsi de suite, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une des Parties avant le 1er octobre pour la fin de l'année.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent arrangement resteront valables pour la durée pour laquelle elles ont été accordées.

Je suis chargé et j'ai l'honneur de faire part à Votre Excellence de l'accord du Gouvernement néerlandais avec celui du Danemark quant à l'arrangement ci-dessus reproduit, qui entre en vigueur en date d'aujourd'hui.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(s.) HUYSSSEN VAN KATTENDIJE

Son Excellence

*Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
du Danemark.*

Nr. 2

UDENRIGSMINISTERIET.

Copenhague, le 5 septembre 1938.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu me faire part de l'accord du Gouvernement des Pays-Bas avec celui du Danemark sur le texte ci-après reproduit de l'arrangement réglant l'admission des stagiaires de chacun des deux pays dans l'autre:

(zoals in Nr. 1)

J'ai l'honneur de vous faire part de l'accord du Gouvernement danois avec celui des Pays-Bas quant à l'arrangement ci-dessus reproduit, qui entre en vigueur en date d'aujourd'hui.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(s.) P. MUNCH

*Monsieur le Chevalier Huyssen de Kattendyke,
Ministre des Pays-Bas.*

Vergelijk ook het op 16 december 1961 te Parijs tot stand gekomen Protocol inzake de toetreding van het Koninkrijk Denemarken en andere Leden van de Raad van Europa tot het op 17 april 1950 te Brussel ondertekende Verdrag betreffende stagiaires. Tekst en vertaling van dat nog niet in werking getreden Protocol zijn geplaatst in *Trb.* 1962, 39.

Uitgegeven de vijftiende december 1967.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. LUNS.